

FR  
E-015276/2015  
Réponse donnée par M. Avramopoulos  
au nom de la Commission  
(22.8.2016)

Le 10 février 2016, la Commission a adopté une communication sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration<sup>1</sup>, qui évoque une approche globale de la protection des enfants migrants, tant des enfants non accompagnés que de ceux qui arrivent avec leur famille. Les travaux sont en cours afin d'assurer la protection des enfants tout au long de la chaîne migratoire. Ils comprennent les actions des agences de l'UE et tiennent compte des éléments fournis par les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les États membres ainsi que des avis du Parlement européen.

Entre-temps, la Commission a commencé à appliquer certaines des mesures clés annoncées dans la communication:

- le troisième rapport sur la relocalisation et la réinstallation<sup>2</sup> préconise d'accorder une attention particulière à la situation des mineurs non accompagnés dans la mise en œuvre de l'approche des centres et zones de crise et la relocalisation;
- la Commission a renforcé la capacité de l'UE à fournir une aide humanitaire aux pays tiers, par exemple en annonçant que 445 millions d'EUR seront consacrés à l'aide humanitaire dans le contexte de la crise syrienne en 2016<sup>3</sup>, et
- le 2 mars 2016, la Commission a proposé un instrument d'aide d'urgence à des fins humanitaires, au titre duquel un montant de 700 millions d'EUR pourra être utilisé au sein de l'Union européenne au cours des trois prochaines années pour apporter une réponse plus rapide et plus ciblée aux grandes crises, y compris pour aider les États membres à faire face à l'afflux de grands nombres de réfugiés. Le Conseil a adopté la proposition le 15 mars 2016<sup>4</sup>;
- les fonds accordés par la Commission seront axés sur le renforcement des mesures de protection des enfants migrants, y compris des programmes d'éducation et de protection pour les enfants à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

---

<sup>1</sup> COM(2016) 85 final.

<sup>2</sup> COM(2016) 360 final.

<sup>3</sup> [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-16-824\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-824_en.htm)

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2016/369 du Conseil, JO L 70 du 16.3.2016, p. 1.